

Contrôle des antécédents judiciaires des personnes intervenant auprès de mineurs



Le [décret n  2024-643 du 28 juin 2024](#) précise les modalités de délivrance d'une « **attestation d'honorabilité** » pour les personnes exerçant une fonction permanente ou occasionnelle, à quelque titre que ce soit, y compris bénévole, **auprès d'enfants** dans un ** tablissement et service social ou médico-social**.

Seront principalement concernés **les professionnels et bénévoles** intervenant ou souhaitant intervenir :

- dans les ** tablissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans** (crèches collectives et familiales)
- dans les **services d'accueil périscolaires**

Le contrôle des antécédents judiciaires reposera sur la délivrance d'une « **attestation d'honorabilité** » que l'intéressé devra remettre à **son futur employeur** ou, à **intervalles r guli rs (tous les 3 ans)**, à **son employeur actuel**.

L'« attestation d'honorabilité » sera délivrée par le président du conseil départemental territorialement compétent.

Il appartiendra aux personnes concernées de solliciter elles-mêmes l'attestation du département certifiant qu'elles n'ont aucune incapacité à intervenir auprès de mineurs

Ces nouvelles modalités du contrôle des incapacités dans le champ de l'accueil du jeune enfant et de la protection de l'enfance entreront en vigueur **au plus tard le 1er janvier 2026** selon un calendrier de déploiement fixé par arrêté.